

Dans cette édition :

1. ▶ Tournée européenne et rencontre du **Dalai-Lama** avec la Présidente de la Lituanie
2. ▶ Première visite du Représentant spécial de l'Union Européenne pour les droits de l'Homme en Chine et au Tibet
3. ▶ Coups de feu à Tawu à l'occasion de l'anniversaire du **Dalai-Lama**
4. ▶ Peine de mort pour un Tibétain après la mort de sa femme à Ngaba
5. ▶ Nouvelle immolation d'un moine tibétain au Népal
6. ▶ Entretien avec le professeur **Jin Wei** au sujet du Tibet
7. ▶ Le point sur les prisonniers politiques
8. ▶ Suggestion de lecture
9. ▶ Événement à venir



© : bureau de Mme Dalia Grybauskaitė

Le Dalai-Lama et la présidente lituanienne, Mme Dalia Grybauskaitė, durant leur rencontre à Vilnius, en Lituanie, le 11 septembre 2013.

Tournée européenne et rencontre du Dalai-Lama avec la Présidente de la Lituanie

Le Dalai-Lama est arrivé le 8 septembre 2013 à Riga, capitale de la Lettonie, pour une tournée européenne de 12 jours au cours de laquelle il s'est également rendu en Lituanie, en République tchèque et en Allemagne pour parler de non-violence, de compassion et de dialogue. Durant cette tournée, le **Dalai-Lama** a également participé à Prague à un forum des droits de l'Homme en compagnie de la grande figure birmane de la démocratie et autre prix Nobel de la paix, **Aung San Suu Kyi**.

Il a rencontré en Lettonie plusieurs parlementaires lettons, soulignant l'importance de l'environnement du Tibet, de la culture bouddhiste tibétaine, des droits de l'Homme, de la liberté de culte et du Tibet en tant que zone tampon entre la Chine et l'Inde.

« Nous nous engageons à demeurer au sein de la République Populaire de Chine, ce qui

pourrait bénéficier à la modernisation du Tibet. Toutefois, nous avons notre propre langue que nous aimons de la même façon que vous aimez votre langue lettone. C'est aussi la langue la plus appropriée pour expliquer les subtilités de la philosophie bouddhiste. Notre objectif est l'établissement d'une véritable autonomie tibétaine telle que mentionnée dans la constitution chinoise.

*Ce que nous demandons, c'est qu'ils la mettent en œuvre », a déclaré le **Dalai-Lama**.*

Les parlementaires lettons ont réaffirmé leur soutien à la préservation de la culture et de l'identité tibétaine et ont remercié le leader tibétain de sa visite.

> Suite page 2

Première visite du Représentant spécial de l'Union Européenne pour les droits de l'Homme en Chine et au Tibet



© European Commission Audiovisual Service

EUSR Stavros Lambrinidis.

Le 8 septembre 2013, le Représentant spécial de l'Union Européenne pour les droits de l'Homme, M. **Stavros Lambrinidis**, s'est rendu en Chine pour sa première visite officielle depuis le début de son mandat.

Sa visite de neuf jours lui a permis de rencontrer des responsables chinois à Pékin et de se rendre dans la province de Qinghai et dans la Région autonome du Tibet (RAT). M. **Lambrinidis** a régulièrement rendu compte de son séjour sur son compte Twitter. Parmi ses activités, il a rencontré **Chen Quanguo**, Secrétaire du Parti de la RAT, le Secrétaire du Parti de Lhassa, a visité les monastères Jokhang et Sera et a rencontré des nomades réinstallés à Damxung. Le développement économique, le tourisme, la réinstallation des nomades, l'enseignement bilingue, le droit d'expression et d'association ainsi que les droits économiques, sociaux et culturels figurent parmi les sujets qui furent évoqués au Tibet.

À la fin de ce séjour, le Représentant spécial a déclaré : « *Durant ma visite, les autorités chinoises ont autorisé les réunions et les discussions libres avec une grande variété d'interlocuteurs. J'ai pu être informé des progrès effectués sur un certain nombre de fronts économiques et sociaux importants, y compris l'éradication de la pauvreté et l'éducation. J'ai dans le même temps noté des tendances inquiétantes dans des domaines touchant aux droits de l'Homme comme l'intensification de la surveillance et des restrictions imposées à la liberté d'exprimer pacifiquement des vues ou d'accomplir légalement des devoirs professionnels. Tout au long de mon séjour, j'ai souligné la volonté de l'UE de continuer à collaborer avec la Chine dans la promotion du respect des obligations et des normes des droits humains internationaux.* »

Pour suivre le Représentant spécial de l'Union Européenne pour les droits de l'Homme sur Twitter, [cliquez ici](#).

> Suite de la page 1



Le Dalai-Lama et Aung San Suu Kyi au forum des droits de l'Homme à Prague.

Le 11 septembre, le **Dalai-Lama** s'est rendu dans la capitale lituanienne, Vilnius, où il a été accueilli par **Vytis Vidunas**, maître de conférences en indologie au Centre universitaire d'études orientales de Vilnius.

Peu après son arrivée à Vilnius, le **Dalai-Lama** a rencontré la Présidente lituanienne, Mme **Dalia Grybauskaite**, qui tient actuellement la présidence tournante de l'UE. Mme **Grybauskaite** a estimé que cette rencontre privée, au cours de laquelle des questions d'intérêt mutuel ont été évoquées, était un honneur. Une émouvante vidéo de la rencontre entre la Présidente **Grybauskaite** et le **Dalai-Lama** est visible [ici](#).



Le Dalai-Lama et un groupe de parlementaires lettons sur les marches du bâtiment du Parlement de Lettonie à Riga, le 10 septembre 2013.

La **Campagne Internationale pour le Tibet (CIT)** accueille avec grand plaisir cette rencontre et saisit cette occasion, signe de l'intégrité morale et du courage de la Présidente **Grybauskaite** qui a rencontré le **Dalai-Lama**, d'appeler une fois de plus l'Union Européenne à publier une déclaration commune de solidarité en réponse aux intimidations des autorités de Pékin envers les dirigeants européens.

À cette occasion, Euractiv a publié un [article](#) par le directeur politique européen de la CIT, **Vincent Metten**, concernant l'importance de cette rencontre et le besoin de renforcer la solidarité européenne sur la question du Tibet.

Quelques jours avant la visite du **Dalai-Lama**, le député européen lituanien **Leonidas Donskis** a invité la **CIT** à donner une [conférence sur le Tibet](#) à l'**Université Magnus Vytutas**, à Kaunas. **Vincent Metten** est intervenu sur La résistance du Tibet à l'oppression chinoise. Environ 150 étudiants, dont certains de la faculté de sciences politiques, ont assisté à cette conférence. ■

Coups de feu à Tawu à l'occasion de l'anniversaire du Dalai-Lama

Deux moines tibétains ont été tués par balles dans la tête et plusieurs autres grièvement blessés après que la police chinoise a ouvert le feu sur la foule rassemblée à Nyitso, Tawu, dans l'est du Tibet, pour célébrer pacifiquement le 78^e anniversaire du Dalai-Lama le 6 juillet.

Les images reçues par la CIT montre un moine grièvement blessé à la tête après les coups de feu à Tawu (en chinois : Dawu/Daofu), dans la préfecture autonome tibétaine de Kardze (en chinois: Ganzi) (dans la région tibétaine de Kham) dans le Sichuan. Ce moine a été identifié comme **Tashi Sonam** du monastère Nyitso. L'autre moine tué par balles dans la tête a été identifié comme **Ugyen Tashi**. Au moins huit autres Tibétains ont été grièvement blessés et 16 autres ont été torturés et battus après avoir été arrêtés par des policiers en armes selon des sources tibétaines en exil. Des images des blessures à la tête de l'un des moines tibétains pendant qu'il était traité à l'hôpital ont été publiées [\[photo - de par sa nature, cette photographie s'adresse à un public averti\]](#) mais tandis que certaines sources tibétaines déclarent que les deux blessés ont survécu, aucune information n'est disponible concernant leur état actuel.

La foule composée de laïcs, de moines du monastère de Nyitso proche et de nonnes du couvent Gedhen Choeling s'étaient assemblée au bas d'une montagne



Des Tibétains célébrant l'anniversaire du Dalai-Lama.

considérée comme sacrée près du village de Nyitso pour marquer l'anniversaire du Dalai-Lama le 6 juillet. Célébrant cet anniversaire conformément à la tradition tibétaine, ils ont brûlé de l'encens, ont jeté des drapeaux de prière (*lungta*) en l'air et ont fait des offrandes. Des Tibétains locaux avaient brûlé de l'encens au sommet de la montagne sacrée plus tôt ce matin-là puis s'étaient joints au reste de la foule pour offrir des *khatags* (foulards de bienvenue) à un photographe du Dalai-Lama.

Un grand nombre de policiers armés et de soldats ont été déployés, une source précisant qu'au moins sept camions de l'armée et véhicules de police se trouvaient sur les lieux. Les forces de sécurité ont tenté d'empêcher les Tibétains de procéder à leurs offrandes et de se rassembler mais selon des sources tibétaines en exil, certains des Tibétains présents ont soutenu que

brûler de l'encens n'était pas un délit. Sans avertissement, selon plusieurs sources tibétaines, la police a ouvert le feu sur la foule désarmée et a utilisé des gaz lacrymogènes.

Selon les mêmes sources tibétaines, un certain nombre de Tibétains ont été arrêtés après l'incident et au moins 20 d'entre eux restent en détention à Tawu.

Bhuchung Tsering, président par intérim de la **Campagne Internationale pour le Tibet** (CIT), a déclaré que « la décision d'utiliser une telle force meurtrière contre un rassemblement pacifique de Tibétains participant à une cérémonie religieuse le 6 juillet 2013 révèle la dangereuse culture d'impunité existant au Tibet sous domination chinoise. La CIT appelle l'administration Obama à soulever cette question durant le prochain dialogue sur les droits de l'Homme avec le gouvernement chinois et réclame une enquête objective. La communauté internationale, en particulier l'Union Européenne, devrait également exprimer son horreur face à cet acte. » ■



Troupes se rassemblant à Tawu pour empêcher les célébrations religieuses de l'anniversaire du Dalai-Lama.

Peine de mort pour un Tibétain après la mort de sa femme à Ngaba

L'agence de presse officielle chinoise **Xinhua** a rapporté le 16 août que le tribunal populaire intermédiaire de la préfecture autonome tibétaine et Qiang de Ngaba (en chinois : Aba) a condamné un tibétain de 32 ans, **Dolma Kyab** (translittération chinoise : Drolma Gya), à mort pour avoir « tué sa femme et avoir brûlé son corps pour faire croire qu'elle s'était immolée ». Tous les détails sur les circonstances de la mort de **Kunchok Wangmo** ne sont pas connus. La condamnation à la peine capitale est rare au Tibet et il est craint que le verdict ait été influencé par le contexte politique.



Dolma Kyab

Cette peine de mort pour « homicide » a été prononcée le 15 août. Selon Xinhua, « le tribunal a constaté qu'à 11 heures du matin, le 11 mars, **Drolma Gya** a étranglé sa femme de 29 ans, **Kunchok Wangmo**, jusqu'à la mort avec une écharpe dans leur appartement du canton de Zoige [en tibétain : Dzoge] à la suite d'une dispute concernant son usage de la boisson ». Le rapport de l'agence de presse précise également que **Dolma Kyab** « a brûlé le corps car il pensait que l'apparence d'une immolation l'aiderait à couvrir son crime et à préserver sa dignité et celle de leur fille. »

Selon la loi chinoise, l'affaire doit maintenant être examinée par une instance supérieure. Si à l'issue d'un premier procès, un tribunal populaire intermédiaire prononce la peine capitale, le premier appel est examiné par une haute cour populaire

et également par la Cour suprême populaire. Les instances supérieures ont le pouvoir de modifier la sentence, y compris d'imposer une suspension de celle-ci pendant deux ans, ce qui se signifie généralement un emprisonnement à vie. Si la peine capitale est maintenue sans sursis, l'exécution est généralement menée sans délai.

Les circonstances de l'affaire restent troubles du fait du contexte politique lourd et du climat de peur dans la région. Selon certaines sources tibétaines et qui n'ont pu être confirmées, Kunchok Wangmo est décédée après s'être immolée tard dans la nuit. Bien que les détails ne soient pas connus, les pouvoirs publics de Ngaba ont rapidement cherché à mettre l'affaire sur le compte de **Dolma Kyab**, l'accusant d'avoir tué sa femme. Radio Free Asia et d'autres sources tibétaines rapportent que le matin suivant la mort, des agents de la sûreté publique se sont rendus au domicile familial et ont proposé une somme substantielle pour que **Dolma Kyab** déclare que sa femme s'était suicidée pour raisons familiales. Ces mêmes sources prétendent que son arrestation a suivi son refus, bien que tous les détails des circonstances ne soient pas connus.

Xinhua ne mentionne aucune preuve dans cette affaire autre qu'une « confession » faite par **Dolma Kyab**. Il est avéré que la torture est fréquemment employée en Chine pour obtenir des confessions et que les prisonniers tibétains sont souvent jugés secrètement et à huis clos, sans avocat de leur choix. Bhuchung Tsering, président par intérim de la **Campagne Internationale pour le Tibet** (CIT), a déclaré : « la nouvelle de cette condamnation à mort soulève de graves questions, en particulier dans un contexte si politiquement tendu. Étant donné le secret entourant la détention et le procès de **Dolma Kyab**, il apparaît qu'il pourrait ne pas avoir bénéficié d'un procès équitable et d'une procédure régulière. »

Rappelant l'opposition de longue date de l'Union Européenne à la peine de mort, la **Campagne Internationale pour le Tibet** appelle les états-membres de l'Union à réclamer une révision du procès. La **CIT** a donc accueilli avec une grande satisfaction la [déclaration publique](#) en date du 7 septembre de la Ministre italienne des Affaires étrangères, Mme **Emma Bonino**, appelant les autorités chinoises à stopper l'exécution et soulignant la tendance universelle à l'abolition de la peine de mort. ■

Nouvelle immolation d'un moine tibétain au Népal

Un moine de 38 ans du nom de Karma Ngedon Gyatso est décédé le 6 août 2013 après s'être immolé par le feu au stupa de Bouddha, à Katmandou, au Népal.



Karma Ngedon Gyatso

Karma Ngedon Gyatso, qui ne pouvait plus marcher du fait d'un grave handicap, était arrivé en exil depuis le Tibet en octobre 2011. Les Tibétains qui le connaissaient le décrivent comme profondément religieux. Il s'agit de la deuxième immolation mortelle par un moine tibétain à Katmandou cette année après **Drupchen Tsering** qui s'est immolé en février, également au stupa de Bouddha.

Les images montrent des spectateurs regardant un corps noirci recroquevillé à l'intérieur du stupa, un pèlerinage important où les Tibétains vont se prosterner et faire des offrandes. [\[photo - de par sa nature, cette photographie s'adresse à un public averti\]](#)

Avant de s'immoler par le feu, **Karma Ngedon Gyatso** a allumé des lampes à beurre comme le veut la forme traditionnelle d'offrande.

Un témoin australien a écrit dans une note à l'intention du Conseil australien pour le Tibet :

« Depuis le haut du stupa, on peut voir les bouddhistes tibétains prier, se prosterner et psalmodier dans les limites du temple. Ils ne sont pas visibles par les milliers de gens faisant la kora [circambulation du stupa] à quelques mètres de là, à l'extérieur. À environ 7 h 30 du matin, passant dans une zone isolée, sans personne aux alentours, j'ai regardé à gauche. Caché à la vue de tous, un moine était assis les jambes croisées. Ses jambes étaient en feu et j'ai d'abord pensé: « oh mon Dieu, il s'est accidentellement mis le feu avec une lampe à beurre ». Il s'est ensuite versé une bouteille de liquide (kérosène/essence) sur la tête et est parti en flammes devant moi. Il est resté silencieux autant que j'ai pu en juger. J'ai commencé à appeler à l'aide. Il a basculé en position accroupie, son visage était déformé mais il n'a pas crié ni hurlé du tout. J'ai continué à

appeler à l'aide. » (Facebook, [Letter from an Australian who witnessed today's self-immolation](#)).

Des sources tibétaines en exil ont confirmé que **Karma Ngedon Gyatso** venait de Damshung (en chinois: Dangxiang), dans la commune de Lhasa, en Région autonome du Tibet. Il s'aidait de ses mains pour se déplacer, traînant ses jambes paralysées derrière lui. Bien que l'*Hindustan Times* ait cité des responsables anonymes de la police prétendant qu'il était « mentalement instable », une accusation lancée par les autorités chinoises contre certains des Tibétains qui s'immolent au Tibet, des personnes qui connaissaient **Karma Ngedon Gyatso** ont déclaré à la **CIT** que ce n'était pas le cas.

La police népalaise a emmené le corps du moine à l'hôpital universitaire Tribhuvan où son décès a été prononcé à environ 8 h 30 du matin. Rapidement, une forte présence policière s'est déployée aux alentours du Stupa, certains policiers portant des extincteurs d'incendie. Certains Tibétains ont été interrogés depuis l'incident.

Les Tibétains mènent une existence précaire au Népal, en particulier à Katmandou, le gouvernement chinois imposant une intense pression aux autorités népalaises pour que celles-ci répriment les activités tibétaines. La situation des quelque 20 000 résidents à long terme au Népal (nombre d'entre eux sont réfugiés au Népal depuis le début des années 60) a considérablement empiré depuis 2008. Durant cette même période, les risques courus par les Tibétains s'échappant du Tibet via le Népal ont augmenté, la Chine cherchant à fermer ce passage essentiel vers l'exil. Au-delà des facteurs économiques et politiques affectant la vie de tous dans un pays sortant d'un conflit, les Tibétains font face à d'autres difficultés engendrées par l'influence substantielle et grandissante de la Chine auprès de l'État népalais. ■

Tibet Brief

Un rapport de la Campagne Internationale pour le Tibet



Septembre 2013

Entretien avec le professeur Jin Wei au sujet du Tibet

Afficher des portraits du **Dalai-Lama**, mettre fin aux dénonciations du leader tibétain et réduire la présence policière dans les monastères. Telles furent les propositions débattues au cours d'une série de réunions à Qinghai selon plusieurs sources tibétaines non officielles. Ces informations ont émergé à la suite de la publication de suggestions nouvelles et audacieuses d'engagements auprès du **Dalai-Lama** et de critiques de la politique actuelle sur le Tibet par le professeur **Jin Wei** de l'École centrale du Parti Communiste.

Les commentaires du professeur **Jin Wei**, publiés le 9 juin dans *Yazhou Zhoukan (Asia Weekly)*, un magazine chinois de Hong Kong, et les propositions d'une nouvelle approche qui auraient été formulées à Qinghai indiquent que la ligne dure actuelle sur le Tibet est remise en question et débattue au sein de la République Populaire de Chine. Depuis les protestations de 2008 et la répression qui a suivi, des responsables politiques et des intellectuels chinois et tibétains ont exprimé leur préoccupation face à la rhétorique de plus en plus agressive visant le **Dalai-Lama** et son impact préjudiciable. L'analyse du professeur **Jin Wei**, qui n'a vraisemblablement pas pu être menée sans soutien officiel, reflète le fait que certains conseillers politiques, universitaires et responsables politiques considèrent que la gravité de la situation au Tibet justifie une évaluation du problème central: l'engagement du **Dalai-Lama**. Le débat sur la politique tibétaine avait été réduit au silence sous la présidence de **Hu Jintao**.

Les discussions concernant un assouplissement de l'approche concernant le **Dalai-Lama** menées dans la préfecture autonome tibétaine de Tsolho (en chinois : Hainan) à Qinghai (région tibétaine d'Amdo) ont été révélées par un site Web chinois et

par des sources tibétaines dans la région à la suite de trois réunions tenues dans un monastère de Chabcha (en chinois: Gonghel) et dans la capitale provinciale Xining.

Certains participants ont exprimé durant la réunion leur préoccupation quant à la politique religieuse «ultra-gauchiste» imposée depuis 2008, politique qui a amené des «*lamas, des maîtres, des moines et des nonnes à faire des déclarations inimaginables visant la 14e incarnation du Dalai-Lama, Tenzin Gyatso, le traitant par exemple de loup en habit de religieux.*» (Les médias chinois officiels qualifient fréquemment le Dalai-Lama de «*loup en robe de lama*»). Ceci a donné lieu à l'une des principales propositions du supposé projet de document, c'est-à-dire faire cesser ces dénonciations. Un rapport concernant la réunion rédigé en tibétain indique: «*Désormais, si l'on est croyant, il n'y aura pas besoin de faire des déclarations désobligeantes envers le 14e Dalai-Lama. De la même façon, il n'y aura pas d'ordres des pouvoirs publics de le dénoncer ou le critiquer.*»

Une autre proposition faite à la suite de cette réunion concerne la présence policière et le fort appareil sécuritaire dans les monastères, associés aux campagnes d'éducation patriotique. Les Tibétains présents à la réunion ont suggéré que les monastères soient autorisés à fonctionner sans cette surveillance et cette tutelle de l'extérieur, excepté dans les cas de monastères politiquement «*instables*». Ils ont également suggéré qu'il soit d'abord tenté une médiation interne en cas de litige. Selon nos sources, il a été suggéré que cette nouvelle approche expérimentale soit adoptée à partir du mois d'août dans trois cantons de Tsolho: le canton de Tsigorhang (en chinois : Xinghai), le canton de Gepasumdo (en chinois : Tongde) et le canton de Mangra (en Chine: Guinan).

Selon les sources non officielles concernant ces réunions, une proposition supplémentaire à été faite visant à autoriser les moines et les laïcs à afficher des représentations du Dalai-Lama. En effet, les membres du Parti ont, au cours du troisième Forum de travail sur le Tibet de 1994, une réunion politique majeure, interdit la possession de représentations du **Dalai-Lama** et d'autres symboles

religieux. L'étendue de l'interdiction et les personnes auxquelles elle s'applique étaient ambiguës, en partie pour amplifier son effet intimidant, et sa mise en œuvre a été irrégulière. Toutefois, en principe, la représentation du **Dalai-Lama** ne peut être affichée dans aucun bâtiment gouvernemental, qu'il s'agisse de bureaux ou de logements. À l'heure actuelle, quasiment aucune représentation du **Dalai-Lama** n'est affichée publiquement dans la Région autonome du Tibet, même si elles existent encore dans les foyers. On trouvera à l'occasion des photographies dans les monastères et les couvents mais celles-ci sont cachées lorsqu'arrivent les équipes d'éducation patriotique.

La **CIT** n'est pas en mesure de confirmer l'information circulant sur les médias sociaux selon laquelle les moines du monastère Ganden, à Lhassa, et dans la région de Kardze (en chinois : Ganzi), dans le Sichuan, ont reçu l'autorisation d'afficher des représentations du **Dalai-Lama**.

La nouvelle approche de Qinghai peut avoir été conçue comme une «*expérimentation*» justifiée comme une tentative ou tactique visant à prévenir d'autres immolations au Tibet. Même si ces débats indiquent une plus grande liberté dans la formulation de suggestions allant à l'encontre de la politique actuelle, il est impossible de dire si ces propositions seront mises en œuvre et il n'y a jusqu'ici pas de signe de détente de la ligne intransigeante de Pékin concernant le Tibet.

Aucun commentaire officiel n'a été formulé concernant cette nouvelle approche, ni au niveau provincial ni au niveau central chinois. Les réunions de Qinghai ne sont mentionnées sur aucun site Web officiel et dans aucun média d'État et la ligne intransigeante du Département du Front uni du travail, la section du Parti Communiste participant au dialogue avec les représentants du **Dalai-Lama** jusqu'à l'arrêt des négociations en janvier 2010, reste inchangée, sa mission rédigée sur son site Web conservant comme l'une de ses priorités la poursuite de la «*lutte*» contre le **Dalai-Lama**.

Les autorités chinoises sont connues pour leur pratique de l'alternance de la

> Suite page 7

Tibet Brief

Un rapport de la Campagne Internationale pour le Tibet



Septembre 2013

Le point sur les prisonniers politiques

Tsultrim Kalsang



Tsultrim Kalsang

Selon des informations publiées par le Centre tibétain pour les droits de l'Homme et la démocratie (TCHRD) le 12 juillet 2013, un moine tibétain du monastère Nyatso Zilkar a été condamné à 10 ans de prison dans la ville de Dzatoo (en chinois: Zaduo), canton de Tridu (en chinois: Chenduo) dans la préfecture autonome tibétaine de Jyekundo (en chinois: Yushu), province de Qinghai.

Tsultrim Kalsang (25 ans) a été condamné à la prison pour « homicide intentionnel », chef d'accusation fréquemment employé par les autorités chinoises pour réprimer les manifestations immolatoires et persécuter les critiques de la politique chinoise au Tibet.

Des sources locales estiment que les accusations pesant sur **Tsultrim Kalsang** peuvent être relatives à la double auto-immolation menée par deux jeunes Tibétains dans la ville de Dzatoo le 30 juin 2012. **Ngawang Norphel**, 22 ans, et **Tenzin Khedup**, 24 ans, sont tous deux morts de leurs blessures.

Des policiers en armes sont venus arrêter **Tsultrim Kalsang** le 1^{er} septembre 2012 dans sa résidence monastique. Il a été détenu avec quatre autres moines. Arrivées à bord de 60 véhicules, des forces

policières armées ont effectué ce jour-là une descente au monastère Nyatso Zilkar, fouillant les logements des moines et confisquant des ordinateurs et des CD.

Après avoir été arrêté, **Tsultrim Kalsang** a passé 10 mois dans l'incertitude, son affaire étant renvoyée à différents services du parquet qui ont pris du temps à rédiger les chefs d'accusation. Après environ un mois de détention, il a été brièvement renvoyé à son monastère pour raisons de santé. Il a toutefois été convoqué pour interrogatoire à deux reprises à Siling (en chinois: Xining) et a été détenu pendant quatre mois d'affilée pour interrogatoires supplémentaires.

Tsultrim Kalsang est né en 1988 dans le village de Nyatso, dans le canton de Tridu, fils d'Athub et de Dokar Tso. Il est devenu moine à l'âge de 10 ans, en 1998. Après avoir terminé ses études au monastère Zilkar (Rosée Blanche) en 2004, il est entré à la grande université monastique Sera, à Lhassa, où il a suivi des études bouddhiques supplémentaires pendant quelques années. Durant les manifestations de 2008 au Tibet, la police chinoise l'a gardé en détention pendant environ six mois, après quoi il a été forcé à retourner dans son village natal. ■

> Suite de la page 6

concession et de la répression, pratique appelée « fang-shou » ou « doux-dur ». Celle-ci prend parfois la forme d'une atténuation du langage après une offensive de propagande.

Dans son entretien, le professeur **Jin Wei** a également mentionné le besoin de ne pas politiser la religion. Déclarant que traiter les problèmes religieux et de nationalité comme des problèmes « politiques » était une erreur, elle a précisé que le nouveau pouvoir « doit agir avec prudence dans le traitement des tâches relatives au Tibet ».

Singulièrement, **Jin Wei** a reconnu que le **Dalai-Lama** était un « personnage essentiel dans les questions relatives au Tibet », a appelé à reprendre les négociations avec ses représentants et a même donné un cadre pour ce dialogue, suggérant un débat pour autoriser le **Dalai-Lama** à se rendre à Hong Kong ou à Macao, uniquement dans sa capacité de chef religieux.

Les commentaires du professeur **Jin Wei** méritent une grande attention même s'il doit être noté qu'ils ont été publiés non pas à Pékin mais à Hong Kong, ville où elle est spécialisée en affaires ethniques et religieuses à l'École centrale du Parti. Il est peu vraisemblable que **Jin Wei** ait exprimé ces opinions sans soutien, même si elle qualifie à deux reprises le besoin de négociations entre le **Dalai-Lama** et le camp chinois d'opinion « personnelle ». L'École centrale du Parti Communiste, qui forme spécifiquement les futurs hauts responsables du Parti Communiste, est dirigée par **Liu Yunshan**, l'un des sept membres du Politburo et directeur du service de propagande. Le plus haut dirigeant chinois, Xi Jinping, a été directeur de l'école de 2007 à 2013.

Si l'article de Jin Wei défend une ligne assouplie, elle reconnaît également que l'opiniâtreté de la lutte est au cœur des préoccupations du Parti Communiste chinois lorsqu'elle précise, concernant le « défi » posé par le Dalai-Lama à « la souveraineté et à l'intégrité territoriale chinoise » depuis son départ du Tibet en 1959, que « la contradiction entre nous et la clique du Dalai-Lama est antagoniste et irréconciliable ». ■

Suggestion de lecture

Nouveau rapport de Human Rights Watch : *They Say We Should Be Grateful. Mass Relocating and Relocation Programs in Tibetan Areas of China.*

Human Rights Watch a publié le 27 juin 2013 son nouveau rapport concernant la réinstallation forcée des nomades tibétains.

Depuis 2006, conformément aux plans de « construction d'une nouvelle ruralité socialiste » dans les régions tibétaines, plus de deux millions de Tibétains ont été « relogés », par le biais de rénovations ou de la construction de nouveaux logements sur ordre du gouvernement, dans la Région autonome du Tibet, tandis que des centaines de milliers de bergers nomades de la partie orientale du plateau tibétain ont été réinstallés dans des « nouveaux villages socialistes ».

Ce nouveau rapport enregistre des violations extensives des droits allant de l'absence de consultation au défaut de

compensations adéquates, deux critères requis par le droit international pour légitimer des expulsions. Le rapport se penche également sur les problèmes de qualité des logements fournis, l'absence de recours aux décisions arbitraires, l'absence de recréation de moyens de subsistance ainsi que le mépris des droits d'autonomie nominale garantis par la loi chinoise dans les régions tibétaines. ■

Pour lire le rapport complet, [cliquez ici](#).



Événements à venir

- ▶ Session du Comité des Nations Unies sur les droits des enfants concernant la Chine : 26 – 27 septembre
- ▶ Deuxième Examen périodique universel de la Chine au Conseil des Nations Unies sur les droits de l'Homme : 22 octobre
- ▶ EU Tibetan Youth Leadership Program (programme européen de leadership pour la jeunesse tibétaine) à Bruxelles : novembre 2013